

« Bercy » en danger !



La préparation du budget 2017 est déjà bien engagée. Les premiers éléments rendus publics ont de quoi alerter et inquiéter : les directions et les services des Ministères économiques et financiers **ne sont toujours pas considérés comme prioritaires**, et devront supporter une nouvelle fois une très large part de « l'effort » de réduction des dépenses publiques.

En la matière, les déclarations récentes du gouvernement sont alarmantes : elles fixent un objectif de réduction des dépenses de 1,9 milliard d'euros en 2016 et de 2 milliards en 2017 et ce afin d'ajuster le déficit public sur le fameux seuil de 3 % du produit intérieur brut.

Pour y parvenir, le gouvernement annonce une réduction des effectifs de 2 %, ce qui représenterait, si cette réduction était appliquée dans nos ministères, près de 2 800 suppressions de postes. De telles décisions s'ajouteraient aux mesures passées, lesquelles ont de facto constitué une « punition » de Bercy.

Ainsi, à la DGFIP, 35 000 emplois ont été supprimés depuis 2002 alors que la charge de travail n'a cessé de croître. En outre, des chantiers d'ampleur sont engagés (prélèvement à la source, révision des bases, conséquences tirées par les directions de la réforme territoriale....). Cela sans la moindre reconnaissance pour les agents alors que les conditions de vie au travail n'ont jamais été à ce point dégradées. Les actions de la période visent à exiger un moratoire sur les suppressions d'emplois et les restructurations pour exercer correctement les missions.

La fédération **Solidaires Finances** s'exprime très régulièrement sur la situation de nos ministères.

- Elle ne cessera de démontrer à l'opinion, aux parlementaires et aux responsables politiques qu'il faut un renforcement réel et durable de nos ministères en moyens humains et budgétaires afin de pouvoir assurer correctement leurs nombreuses missions.

- Elle apporte tout son soutien aux actions et aux mobilisations qui poursuivent cet objectif dans nos différents secteurs : de nombreuses actions ont lieu dans la période et ce 2 juin à la DGFIP comme cela avait également été le cas récemment à la Douane, à l'INSEE et à la DGCCRF.